

L'évolution du territoire allemand depuis 1990 : de l'homogénéité à la disparité

Boris Grésillon

▶ **To cite this version:**

Boris Grésillon. L'évolution du territoire allemand depuis 1990 : de l'homogénéité à la disparité. Allemagne d'aujourd'hui : revue francaise d'information sur l'Allemagne, 2020, 232 (2), pp.68-83. halshs-03196675

HAL Id: halshs-03196675
https://shs.hal.science/halshs-03196675

Submitted on 20 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Boris Grésillon*

L'évolution du territoire allemand depuis 1990 : de l'homogénéité à la disparité

Lorsqu'on tente de dresser le bilan de la réunification de l'Allemagne depuis trente ans, on pense d'emblée, et c'est normal, au bilan politique et démocratique, au bilan économique, au bilan social. Dans le cadre d'un numéro spécial complet comme celui d'*Allemagne d'aujourd'hui*, on accordera également de l'importance à la politique extérieure ainsi qu'aux aspects culturels. Il est plus rare, en revanche, qu'on évoque ce qu'on pourrait appeler le bilan territorial. Pourtant, si l'on exclut la partition de la Tchécoslovaquie ainsi que l'éclatement de la Yougoslavie et la reformation des États balkaniques, aucun autre pays européen n'a subi un tel big bang territorial que l'Allemagne depuis trente ans. Les deux Irlande se sont certes rapprochées mais elles n'ont pas fusionné. De même, il existe toujours deux Chypre (une grecque, une turque), deux Macédoine (une grecque au Sud et une Macédoine du Nord). Et il n'existe désormais qu'une seule Allemagne. Non pas le retour de la Grande Allemagne, c'est-à-dire l'Allemagne une et indivisible, impériale et belliqueuse des années 1871-1918, mais une nouvelle Allemagne, inédite dans l'histoire et qui, trente ans après sa fondation, est plus que la somme de ses (deux) parties. À cette seule évocation du tournant de 1990, on comprend à quel point l'expression « big bang territorial » est adaptée à l'immense défi que le pays doit alors relever. En outre, le défi n'est pas lié qu'au changement brutal de taille de l'Allemagne. Il concerne aussi la complexité interne d'un puzzle territorial qu'il faut réaménager alors que tout se met à bouger : les gens, les entreprises, les administrations. Trente ans plus tard, en 2020, le bilan paraît flatteur. Grâce à un « plan Marshall » unique en son genre, l'Allemagne est parvenue à sauver l'économie est-allemande de la faillite et à arrimer les « nouveaux Bundesländer » au sein de la fédération. Mais cela s'est fait au prix de réformes sociales, économiques et territoriales douloureuses. Quel est le visage du territoire allemand aujourd'hui ? Comment a-t-il évolué entre 1990 et 2020 ? De même qu'en 1992, le géographe George Benko et l'économiste Alain Lipietz mettaient au jour dans le monde des *Régions qui gagnent* (Benko et Lipietz, 1992), de même, est-ce qu'il existe dans l'Allemagne d'aujourd'hui des territoires qui gagnent et des territoires qui perdent ?

* Professeur de géographie à l'Université Aix-Marseille, chercheur associé au Centre Marc Bloch (Berlin), spécialiste de l'Allemagne.

Nous posons comme hypothèse principale qu'à un schéma de division territoriale classique entre l'Ouest et l'Est du pays s'est substitué dans la dernière décennie un schème d'organisation de type concurrentiel bien plus complexe qui exploite les atouts ou au contraire les faiblesses des territoires à toutes les échelles, nationale, régionale, infra-régionale et locale. Nous serons donc amenés à nous intéresser aux dynamiques territoriales à l'échelle de la fédération, des Länder et des métropoles ou des villes. Afin de faire ressortir au mieux les mutations du territoire allemand sur trois décennies, nous adopterons une démarche plus ou moins chronologique. La première partie se penchera sur l'avant 1990, la seconde partie examinera les conséquences territoriales de la réunification et la troisième partie sera consacrée aux dynamiques urbaines et régionales contemporaines.

Deux pays, deux systèmes : l'avant big bang territorial

Pendant les quarante ans de division et de guerre froide (1949-1989), les deux Allemagne se sont construites l'une contre l'autre. Comme des sœurs jumelles qui n'auront de cesse, toute leur vie, de se tourner le dos, de feindre de s'ignorer ou de s'affronter, elles s'opposent en tout point : fédération contre État centralisé, démocratie parlementaire contre régime autoritaire, multipartisme et liberté d'opinion contre parti unique et État totalitaire, économie capitaliste contre économie planifiée, société libre et ouverte contre société fermée et sous surveillance, influence américaine contre influence soviétique, appartenance à l'OTAN contre appartenance au Pacte de Varsovie, etc. Malgré les rares périodes de timide réchauffement des relations (début des années 1970 notamment), on pourrait décliner cette opposition frontale entre la RFA et la RDA dans tous les domaines de la vie, depuis l'éducation des enfants jusqu'à la vie culturelle en passant par l'architecture et l'urbanisme. À ce titre, les deux projets phares lancés à Berlin dans les années 1950 et censés préfigurer la ville de demain s'opposent jusqu'à la caricature. D'un côté, la Stalinalleee (aujourd'hui Karl-Marx-Allee), imposante *Magistrale* inaugurée en 1953, correspond aux canons de l'architecture socialiste. De l'autre, le Hansaviertel, réponse de Berlin-Ouest à la Stalinallee, est inauguré lors de l'*Internationale Bau-Ausstellung* de 1957 et revêt la forme d'un quartier de tours édifiées par des grands noms de l'architecture (Le Corbusier, Walter Gropius, Oscar Niemeyer…) dans la verdure du Tiergarten tout proche. À partir de cet exemple connu mais parlant, on peut tenter une montée en généralité dans le but de montrer que les deux Allemagne ne s'opposaient pas que sur les terrains politiques, économiques ou sociaux, mais aussi sur celui, tout aussi fondamental, de l'aménagement du territoire national.

En Allemagne de l'Ouest

À partir de la « *Stunde Null* » de 1945 et de son acte de fondation en 1949, la République fédérale d'Allemagne, sous le contrôle des Alliés, intègre jusque dans son organisation territoriale le principe du « plus jamais ça » : plus jamais d'État autoritaire et hyper centralisé comme du temps du nazisme, plus jamais de *Gauleiter* dirigeant des *Gaue* c'est-à-dire des entités administratives régionales exerçant un contrôle total sur les échelons inférieurs, et plus jamais de *Germania* (ainsi avait été rebaptisé Berlin sous les Nazis), autrement dit de capitale hégémonique et omnipotente.

Amputée de plus de 40 % du territoire du III^{e} Reich en 1945 et de la moitié de l'ancienne capitale honnie, l'Allemagne de l'Ouest n'a guère d'autre choix que de

se reconstruire sur l'existant, c'est-à-dire sur les anciens *Gaue* démantelés et répartis entre les trois secteurs alliés, dans les trois zones d'occupation française (à l'Ouest), britannique (au Nord) et américaine (au Sud). Autant dire que dans un premier temps, la marge de manœuvre du gouvernement fédéral en matière d'aménagement est quasiment nulle. Mais la promulgation de la Loi fondamentale de la RFA en mai 1949 va changer la donne. En effet, si la Loi fondamentale, relativement brève, ne comporte pas d'article portant spécifiquement sur la planification spatiale (les termes de *Raumordnung* ou *Raumplanung* sont utilisés en allemand), son Article 30 sur « La répartition des compétences entre la Fédération et les Länder » introduit, par une formulation courte et sobre, un changement fondamental dans la structuration de la toute nouvelle Allemagne de l'Ouest : « L'exercice des pouvoirs étatiques et l'accomplissement des missions de l'État relève des Länder (…) »[1]. Ainsi, l'Allemagne, qui depuis 1933 s'est construite comme un État hypercentralisé, devient – dans sa partie occidentale – un État fédéral et décentralisé. C'est un changement majeur, qui va avoir des incidences multiples sur la façon d'envisager et de mettre en œuvre la politique régionale et la politique d'aménagement du territoire. Plus précisément, dans un système strictement fédéral, la première relève des régions tandis que l'État fédéral ne détient que de peu de pouvoirs sur la seconde. Contrairement à l'État centralisé français qui, avec le Commissariat au Plan et avec la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), dispose d'outils efficaces pour agir sur l'organisation du territoire à tous les échelons géographiques, la législation allemande n'attribue qu'une compétence cadre à l'État fédéral, celui-ci se contentant de « fixer les orientations de l'aménagement du territoire » (Article 75 de la Loi fondamentale)[2].

Ainsi, jouissant de pouvoirs multiples et de financements conséquents, les Länder ouest-allemands se réorganisent. Les capitales régionales (Munich, Stuttgart, Sarrebruck, Mayence, Wiesbaden, Düsseldorf, Hanovre, Kiel ainsi que les trois cités-États de Brême, Hambourg et Berlin-Ouest) possèdent des prérogatives importantes mais pas exclusives. Elles doivent composer avec les autres villes importantes de la région, certaines d'entre elles recevant des institutions fédérales décentralisées. Il existe bien une nouvelle capitale fédérale mais la ville de Bonn fait office de capitale politique avant tout. Un savant dosage est recherché entre les fonctions fédérales et ce qui relève des Länder (politique économique, sociale, culturelle, scientifique, éducative… et territoriale). Le même souci d'équilibre prévaut dans le principe de péréquation financière, qui instaure des transferts massifs d'argent, d'une part, de la fédération vers l'ensemble des Länder et d'autre part, des Länder riches vers les Länder pauvres. Véritable clé de voûte du fédéralisme allemand, « la péréquation financière représente un instrument majeur de la politique d'équilibrage et de l'organisation de la solidarité des Länder allemands (…). L'ensemble de ces dispositions a pour effet que les inégalités de ressources entre Länder sont compensées presque entièrement »[3].

1. Source : Deutscher Bundestag.
2. Là encore, on ne peut comprendre un tel auto-retrait de l'État fédéral sans référence au passé nazi, encore brûlant en 1949, et sans se souvenir notamment du rôle joué par l'architecte Albert Speer en tant qu'architecte en chef du IIIe Reich puis Ministre de la Construction, et de ses multiples plans et bâtiments mégalomanes, depuis le gigantesque *Reichsparteitagsgelände* de Nuremberg pouvant accueillir jusqu'à 340 000 personnes en passant par la Chancellerie de Hitler à Berlin et les plans de *Germania* de sinistre mémoire.
3. Guder, Ute : *L'aménagement du territoire et la politique régionale en Allemagne. Vers une européanisation en douceur ?*, Note de L'Institut Jacques Delors/Notre Europe, octobre 2003, p. 23-25.

La recherche de l'équilibre et de l'harmonie à tous les échelons territoriaux constitue par conséquent la ligne directrice du *Bund* de 1949 à 1989, et même au-delà. À partir des années 1950, la RFA se réorganise selon ces préceptes. Aucun Land n'est laissé à l'écart du « miracle économique allemand », les Länder pauvres de Sarre, de Basse-Saxe, de Brême, de Schleswig-Holstein et de Berlin-Ouest bénéficient des transferts en provenance des Länder plus riches de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Hesse, de Bavière et de Bade-Wurtemberg sans que cela ne pose de problème. Les trois décennies de croissance économique (1950-1980) offrent en outre à l'État, aux Länder et aux villes des ressources financières non négligeables. Au total, le territoire de la RFA se présente sous la forme d'une structure polycentrale dotée d'un puissant réseau de métropoles, de grandes villes et de villes secondaires. D'une certaine manière, on peut avancer que le fameux « modèle rhénan », de nature sociale et économique, se décline également sur le plan de l'aménagement et prend la forme d'un modèle polycentral où les compétences sont copartagées entre les Länder, les communes et l'État fédéral, chacun exerçant une responsabilité collective.

Le résultat est impressionnant. À la fin des années 1980, l'Allemagne de l'Ouest a réussi sa mue. Elle se caractérise par un réseau de grandes villes puissant et équilibré, pour l'essentiel hérité du XIXe siècle, avec trois métropoles millionnaires (Berlin-Ouest : 1,8 million d'habitants, Hambourg : 1,5, Munich : 1,3) et 39 agglomérations de plus de 200 000 habitants, qui forment véritablement l'armature urbaine du pays (Albers, 1996). Elle est devenue un pays urbanisé à 80 %, où chaque Land détient des compétences très importantes et où les grandes villes sont reliées entre elles par un réseau routier, autoroutier et ferroviaire parmi les plus denses d'Europe. Comme le notent Laurent Carroué et Bruno Odent à propos de la RFA, (Carroué et Odent, 1994), « la hiérarchie urbaine est une des plus équilibrées d'Europe. Ici, pas de région-capitale concentrant en un seul lieu le pouvoir politique et financier, les grandes directions d'entreprises, les segments industriels et les fonctions les plus importantes, mais des métropoles contrôlant des espaces régionaux relativement équilibrés »[4]. « Équilibré », le mot revient deux fois dans la même phrase sous la plume de ces auteurs français. En France, à la même époque, on avait également le souci de l'équilibre territorial mais on était loin d'obtenir les mêmes résultats. L'État français avait lancé dans les années 1960 l'ambitieux programme des « métropoles d'équilibre » afin de contrebalancer le poids écrasant de la région parisienne, en vain.

En Allemagne de l'Est

Sur les cendres et les ruines de la Deuxième Guerre mondiale, la République démocratique allemande s'est reconstruite sur des préceptes rigoureusement inverses à ceux de la RFA. Comme tout État socialiste sous tutelle soviétique, la RDA se devait de devenir un pays centralisé où le pouvoir politique, économique et culturel serait exercé depuis la capitale. À défaut de disposer d'une ville de taille suffisamment grande, la RDA fit de la moitié d'une ancienne *Weltstadt* déchue sa capitale. Ce choix ne relève pas du hasard. Il indique la volonté des autorités est-allemandes, au mépris du statut d'occupation de Berlin, de marquer leur territoire à Berlin et de continuer, après l'échec du blocus de Berlin-Ouest par les Soviétiques en 1948, à représenter une menace potentielle pour Berlin-Ouest. Berlin-Est fut donc érigée au rang de capitale du pays et fut à ce titre dotée de tous les organes politiques importants du pays

4. Carroué, Laurent, Odent, Bruno : *Allemagne, état d'alerte ?*, L'Harmattan 1994, p. 25.

ainsi que de tous les ministères. Dans une économie de la pénurie, rien ne fut trop beau pour parer Berlin-Est de tous les attributs d'une « vraie » capitale socialiste digne de ce nom, ni une gigantesque place centrale totalement remaniée (Alexanderplatz), ni une *Magistrale* longue de 7 km et orientée vers l'Est, c'est-à-dire, symboliquement, vers Varsovie et Moscou (Stalinallee), ni de nouveaux quartiers de grands ensembles à l'Est (Marzahn et Hellersdorf), ni des monuments symboliques (tels le Palais de la République), ni une statuaire monumentale à la gloire des héros du socialisme (dont la statue/bas-relief de Ernst Thälmann à Prenzlauer Berg constitue l'un des derniers vestiges encore visible).

En revanche, les autres grandes villes du pays, Dresde et Leipzig au Sud, Rostock au Nord, et leurs régions respectives, ont très longtemps souffert de se sentir dédaignées par le « centre ». De fait, elles ont été déblayées des ruines de la guerre puis rénovées bien plus tard que Berlin-Est et lorsque l'industrialisation du pays finit par porter ses fruits et qu'elles accueillirent sur leur sol des combinats et des entreprises d'industrie lourde, elles n'en touchèrent que très peu les dividendes. Toutefois, à l'instar des autres pays du bloc de l'Est, les villes est-allemandes, grandes ou moyennes, bénéficièrent de l'industrialisation à marche forcée du pays. Chaque ville se vit attribuer une fonction (souvent mono)-industrielle. Par exemple, dans l'actuel Land de Brandebourg entourant Berlin avec pour capitale régionale Potsdam, Francfort sur l'Oder était spécialisé dans les semi-conducteurs, Eisenhüttenstadt dans la métallurgie, Cottbus dans l'énergie et Schwedt dans les raffineries (Carroué et Odent, 1994). Mais même en matière industrielle, Berlin-Est demeure au sommet de la pyramide, concentrant non seulement des établissements industriels majeurs mais aussi les fonctions économiques de commandement. Dans un autre domaine, l'état très dégradé du réseau routier est-allemand jusqu'en 1989 semble indiquer que l'entretien du réseau inter-régional ne figurait pas parmi les priorités de l'État socialiste. De fait, lorsqu'on examine une simple carte routière de RDA en 1989, on est frappé par l'omniprésence du réseau autoroutier en étoile au départ de Berlin vers Dresde, vers Leipzig, vers Magdebourg et vers Rostock, et par l'indigence des relations inter-régionales.

Réseau centralisé contre réseau polycentral, réseau en étoile contre réseau en filet, maillage très lâche du territoire contre maillage très serré, capitale « forte » (Berlin-Est) contre capitale « faible » (Bonn), *Kombinat* à économie planifiée contre *Konzerne* décentralisés : à la veille de la chute du Mur, rien n'oppose plus la RDA et la RFA que leur conception de l'aménagement du territoire et de la politique régionale.

Le déménagement du territoire[5]

Personne n'était préparé à la chute du Mur dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, ni les dirigeants de RFA et de RDA, ni les chefs d'entreprise et les économistes, ni les ingénieurs territoriaux et les urbanistes en chef des deux pays. Personne n'avait donc pu anticiper le big bang politique, économique, social et territorial qu'allait entraîner la révolution pacifique de 1989. Sur le plan qui nous intéresse, la fusion

5. Si le début du big bang territorial est facile à dater (1989/1990), en revanche sa fin ne peut être fixée précisément. Certains auteurs considèrent qu'il n'est pas encore achevé, d'autres qu'on peut dater son achèvement de la fin du cycle des « Pactes de solidarité » en faveur des Länder de l'Est en 2019. Ce qui est sûr, c'est que le « déménagement du territoire » a avant tout concerné les décennies 1990 et 2000 ; par la suite, à partir des années 2010, les disparités territoriales entre la partie occidentale et la partie orientale de l'Allemagne s'estompent.

précipitée des deux Allemagne en une Allemagne réunifiée, la disparition de l'appareil d'État et des services centraux de RDA et la liquidation de son appareil industriel ont représenté une deuxième révolution au moins aussi prégnante que la première, celle de la chute du Mur. Deux décennies plus tard, le paysage de l'Allemagne n'est plus le même, surtout à l'Est.

Le choc de l'unification

L'effondrement industriel à l'Est

L'unification des deux Allemagne le 3 octobre 1990 inaugure une nouvelle donne économique. Pour les dirigeants politiques ouest-allemands, l'ex-RDA représente à la fois un nouveau marché de consommation et un pays à l'économie planifiée qu'il s'agit de remettre au plus vite dans le droit chemin du capitalisme. Cette conversion brutale de l'économie est-allemande se solde tout d'abord par la casse des anciennes structures d'encadrement (entreprises d'État, ministères, etc.) et par le démantèlement de l'appareil productif est-allemand. Ce dernier est déclaré rapidement obsolète par les experts ouest-allemands, y compris lorsqu'il s'agissait d'usines récentes et modernes intégrées à des combinats sidérurgiques ou chimiques. Organisé par la *Treuhandanstalt*, société fiduciaire chargée par l'État fédéral de privatiser les entreprises publiques est-allemandes, le démantèlement industriel de l'ex-RDA prend des proportions impressionnantes. Entre 1990 et 1994, pour une population totale de 17 millions d'habitants, 3,4 millions d'emplois industriels ont été supprimés, soit 90 % du total. Berlin-Est perd quant à lui 200 000 emplois industriels entre 1990 et 1996. Aucun autre pays d'Europe centrale et orientale n'a subi une thérapie aussi brutale et rapide que l'ex-RDA, qui était pourtant réputée dans le bloc socialiste comme l'élève-modèle, dotée de l'économie la plus moderne.

Quasiment du jour au lendemain, sur tout le territoire est-allemand, les combinats sont démantelés, les usines s'arrêtent de tourner ou bien sont reprises par des groupes allemands ou étrangers, mais au prix du licenciement de la majorité des employés. Dans le Brandebourg, les usines de semi-conducteurs de Francfort sur l'Oder ont fermé tandis que le combinat pétrochimique de Schwedt est racheté par un groupe ouest-allemand mais perd 90 % de ses effectifs. Le complexe sidérurgique d'Eisenhüttenstadt, l'un des fleurons industriels de RDA, comptait 16 000 salariés dans les années 1980. Après des rachats successifs, le site appartient désormais au géant ArcelorMittal et n'emploie plus que 2 500 salariés. En Thuringe, la situation est similaire. Alors que tous les sites industriels jugés non rentables ferment et sont démantelés, les fleurons régionaux sont rachetés, modernisés et leur personnel drastiquement réduit : les entreprises emblématiques Carl Zeiss Iéna (optique) et Wartburg (automobile) perdent 80 % de leurs employés entre 1990 et 1994 (Carroué, 1993).

Le corollaire de ces plans de licenciement massifs est bien sûr le chômage, dont le taux s'envole dès l'année 1990. Dans un pays qui ne connaissait pas le chômage, les habitants se retrouvent brutalement confrontés à cette réalité. Le taux de chômage en ex-RDA atteint déjà 10 % en 1991, 15 % en 1993 et près de 20 % en 1997 (source : Agence fédérale pour l'emploi), soit une multiplication par deux en 6 ans, du jamais vu dans les anciens « PECO » (pays d'Europe centrale et orientale). Suivent après 1997 neuf années de suite où le taux de chômage se maintient à un niveau très élevé – de 18,5 à 20 % –, tandis qu'à l'Ouest il est systématiquement deux fois moins

élevé (moins de 10 % sur la même période). La deuxième grande déflagration est de nature différente.

La saignée démographique

À la fin de l'année 1989, au moment de la chute du Mur, la RFA comptait 62 millions d'habitants et la RDA 17 millions. Loin de remettre en question cette répartition démographique inégale entre l'Est et l'Ouest, la réunification des deux Allemagnes l'a au contraire accentuée. Vingt ans plus tard, la partie occidentale du pays concentre quelque 67 millions d'habitants – grâce notamment à l'installation de quatre millions d'*Aussiedler* (littéralement « rapatriés »), ces Russes, Polonais, Hongrois ou Roumains d'origine allemande – ainsi qu'à l'installation d'Allemands de l'Est –, alors que l'Allemagne de l'Est ne rassemble plus que 15,5 millions d'habitants. Autrement dit, entre 1989 et 2009, cette dernière a perdu plus de 1,5 million d'habitants, soit 12 % de sa population de 1989. Pour l'essentiel, ce sont les jeunes diplômés, les jeunes femmes et les actifs en recherche d'emploi qui ont quitté l'ex-RDA et migré vers les bassins d'emploi d'Allemagne de l'Ouest juste après la réunification, fuyant un système économique qui s'effondrait sur lui-même. C'est le « déménagement » du territoire[6]. Par voie de conséquence, le taux de fécondité s'écroule en Allemagne de l'Est : 0,83 enfant par femme en 1995 contre 1,5 en 1990. La conjonction de ces deux phénomènes, départ d'une partie de la jeunesse vers l'Ouest et chute de la fécondité des femmes restantes, fait que la partie orientale de l'Allemagne enregistre des taux de natalité négatifs tout au long de la période 1989-2009 et même au-delà, tandis que la partie occidentale se maintient à un niveau médiocre mais moins préoccupant.

Villes en déclin, campagnes en déshérence

La conjonction de ces deux processus aussi intenses – effondrement industriel et saignée démographique – a des incidences immédiates sur le territoire de l'ex-RDA. Dès le recensement de 1991, toutes les villes est-allemandes perdent des habitants par rapport à l'année précédente (source : Statista). Sur l'ensemble de la décennie 1990-2000, les pertes de population sont beaucoup plus marquées. Elles concernent tous les Länder est-allemands, quasiment tous les Kreise et toutes les villes. Même les grandes villes les plus attractives comme Berlin, Leipzig et Dresde perdent des habitants, même si cela reste dans des proportions assez faibles (plus ou moins -5 %). Mais c'est aux échelons inférieurs que la saignée démographique se fait le plus durement sentir. Comme le montre le tableau ci-dessous, les trois villes suivant les villes de rang 1 dans la hiérarchie urbaine de la partie orientale de l'Allemagne, soit Chemnitz (ex-Karl-Marx-Stadt, en Saxe), Halle et Magdebourg (toutes deux situées en Saxe-Anhalt), ne sont nullement protégées par leurs fonctions économiques et politiques de capitales de Land ou de Kreis : toutes trois perdent entre 15 % et 20 % de leurs habitants entre 1990 et 2000 et elles continuent à en perdre entre 2000 et 2010. Ainsi, Halle passe de 310 000 à 233 000 habitants entre 1990 et 2010, soit une chute de 30 %. Seules les villes moyennes au profil diversifié du Land de Thuringe (Iéna, Erfurt, Weimar, Eisenach) parviennent tant bien que mal à se maintenir au niveau de 1990. À l'inverse, comme on pouvait s'y attendre, ce sont les villes mono-industrielles qui payent le plus lourd tribut à la réunification. Rostock voit ses chantiers navals fermer

6. Le site internet du magazine *Die Zeit* présente une cartographie interactive qui permet de visualiser les grandes migrations de l'Est vers l'Ouest. Dossier intitulé « *Die Millionen, die gingen* » (« Les millions de personnes, qui partirent »), sous-titre « Die Ost-West- Wanderung » (« La migration Est-Ouest »), édité le 2 mai 2019. https://www.zeit.de/politik/deutschland/2019-05/ost-west-wanderung-abwanderung-ostdeutschland-umzug

et sa population fondre (de 250 000 habitants en 1990 à 200 000 en 2000). Des villes comme Eisenhüttenstadt, Schwedt, Hoyerswerda enregistrent des pertes pouvant aller jusqu'à 40 % de leur population, comme le montre le tableau.

Évolution démographique des grandes villes allemandes depuis 1990 (sélection).

Rang 2018	Nom de la ville	1990	2000	2010	2018
1	Berlin	3 433 695	3 382 169	3 460 725	3 644 826
2	Hambourg	1 652 363	1 715 392	1 786 448	1 841 179
3	Munich	1 229 026	1 210 223	1 353 186	1 471 508
4	Cologne	953 551	962 884	1 007 119	1 085 664
5	Francfort/Main	644 865	648 550	679 664	753 056
6	Stuttgart	579 988	583 874	606 588	634 830
7	Düsseldorf	575 794	569 364	588 735	619 294
8	Leipzig	511 079	493 208	522 883	587 010
9	Dortmund	599 055	588 994	580 444	587 010
10	Essen	626 973	595 243	574 635	583 109
11	Brême	521 219	539 403	547 340	569 352
12	Dresde	490 571	477 807	523 058	554 649
13	Hanovre	513 010	515 001	522 686	538 068
14	Nuremberg	493 692	488 400	505 664	518 365
15	Duisbourg	535 447	514 915	489 599	498 590
20	Münster	259 438	265 609	279 803	314 319
26	Gelsenkirchen	293 714	278 695	257 981	260 654
30	Chemnitz	294 244	259 246	243 248	247 237
31	Halle (Saale)	310 234	247 736	232 963	239 257
32	Magdebourg	278 807	231 450	231 549	238 697
37	Erfurt	208 989	200 564	204 994	213 699
39	Rostock	248 088	200 506	202 735	208 886
44	Potsdam	139 794	129 324	156 906	178 089
73	Iéna	102 518	99 893	105 129	111 407
80	Cottbus	125 891	108 491	102 091	100 219

Source : Wikipedia/Statistisches Bundesamt.

À un tel niveau de perte démographique, la « *Substanz* » (substance) de ces villes est entamée. Leur profil change. Tout cela interroge l'observateur et le chercheur. Dans leur ouvrage paru en 1994 et intitulé *Allemagne, état d'alerte ?*, Carroué et Odent formulent avec justesse la grande question qui se pose alors : « La profonde rétraction de l'espace productif de l'Est de l'Allemagne s'accompagne de mutations socio-économiques si considérables qu'elle pose à terme une question simple : va-t-on assister dans les années qui viennent à un profond reclassement de la hiérarchie et de l'organisation urbaine ? » (Carroué et Odent, *op. cit.*, p. 84). Avec la disparition des usines et le départ massif d'une partie de la population active, avec la fermeture d'une bonne partie des services administratifs, des centres culturels et des écoles, ces villes autrefois animées deviennent, selon les expressions nouvellement forgées par les géographes à cette époque, des villes « fantômes » (Mayerfeld Bell, 1997,

Edensor, 2005), des villes « perforées » (Florentin, 2009) ou encore des villes « rétrécissantes » (Roth, 2011, Grésillon, 2011). Toutes ces expressions sont au fond des déclinaisons de l'expression générique « ville en déclin ». Mais le fait qu'elles naissent à ce moment précis (les années 1990 et 2000) et dans ce contexte précis (le déclin industriel et urbain qui frappe les villes de l'ancien bloc de l'Est) atteste l'intensité du phénomène. Au demeurant, les villes dites rétrécissantes ne se limitent pas à cette partie de l'Europe. En France, l'appellation s'applique à des villes comme Le Havre, Saint-Nazaire ou Saint-Étienne. L'expression est en fait une traduction de l'anglais « *shrinking cities* » qui désigne, à l'époque, aussi bien Detroit aux États-Unis que Cardiff, Sheffield ou Newcastle en Grande-Bretagne. En Allemagne, on emploie tour à tour l'expression anglaise ou sa traduction allemande et si on trouve beaucoup de « *schrumpfende Städte* » à l'Est du pays, on en trouve aussi à l'Ouest, notamment dans les vieux bastions industriels de la Ruhr. Duisbourg passe ainsi de 535 000 habitants en 1990 à 489 600 en 2010, Gelsenkirchen de presque 300 000 habitants à 257 000 dans la même période.

Tout en bas de l'échelle urbaine, à l'échelle des petites communes de moins de 10 000 habitants et des villages, le déclin démographique est encore plus préoccupant car il met en jeu la survie même de la *Gemeinde* (commune/communauté). Toutes les régions rurales d'Allemagne de l'Est sont concernées par ce déclin et dans certains cas extrêmes, de petits villages quasiment abandonnés se transforment en villages-fantômes, notamment en Mecklembourg-Poméranie, dans le Brandebourg et en Saxe le long de la frontière polonaise. Même si des campagnes à l'Ouest, notamment en Sarre et en Rhénanie-Palatinat, connaissent un déclin également préoccupant, elles ne sont pas en déshérence comme à l'Est du pays.

Ainsi, le choc de la réunification des deux Allemagne est tel qu'il entraîne une recomposition des dynamiques territoriales. Tandis que l'Allemagne de l'Ouest voit sa population augmenter de près de cinq millions d'habitants entre 1990 et 2010 du fait d'un solde migratoire très positif, la partie orientale du pays perd 1,5 million d'habitants, notamment des jeunes qualifiés qui décident dès 1990 de s'installer à l'Ouest. Ce véritable « déménagement du territoire » constitue un redoutable défi pour la jeune nation. Celle-ci ne va pas hésiter à mettre tout en œuvre pour le relever.

Un effort colossal en faveur d'un rééquilibrage territorial

Face à la réalité de la division Est/Ouest, les responsables ouest-allemands en charge de l'aménagement du territoire opposent « l'obsession de la cohérence », pour reprendre une expression de l'urbaniste Ingrid Ernst (Ernst, 1991, p. 89). Leur souci des grands équilibres spatiaux et de l'harmonie territoriale est soumis à rude épreuve. Mais ils ne sont pas prêts à baisser les bras, surtout qu'au-dessus d'eux, le chancelier Helmut Kohl est bien décidé à venir en aide aux concitoyens de l'Est, à la fois par conviction et par calcul politique : parce que s'il perd les électeurs de l'Est à qui il a promis en 1990 des « *blühende Landschaften* » (littéralement, des « paysages florissants ») et un avenir économique radieux, il risque fort de perdre les élections[7]. En outre, les nouveaux Bundesländer de l'Est sont bel et bien partie intégrante de l'Allemagne, première puissance économique de l'Europe et pays à forte tradition redistributive.

7. Son calcul politique sera gagnant : non seulement l'Union chrétienne CDU/CSU du chancelier remporte haut la main les premières élections législatives de l'Allemagne réunifiée en 1990, mais elle s'imposera, de nouveau grâce aux votes des Allemands de l'Est, en 1994.

Si l'on additionne tous les transferts bruts, donc les sommes versées à l'Est depuis 1990, financées par le *Bund* (État fédéral), les *Länder* de l'Ouest au titre de la péréquation financière et le système de protection sociale ainsi que par l'Union européenne (UE) au titre des fonds structurels (objectif 1), on obtient la somme étonnante de 1 500 milliards d'euros. Cela signifie, en clair, qu'aucun pays au monde n'a jamais versé autant d'argent pour sortir de l'ornière ses régions en crise. L'instrument emblématique de ce véritable « plan Marshall » est le « Pacte de solidarité », qui organise l'effort budgétaire dans le cadre de la péréquation fédérale. Le *Solidarpakt I* fut signé pour une durée de dix ans (1995-2004) et doté de 105 milliards d'euros. En 2005, le *Solidarpakt II* prit le relais, doté de 156 milliards d'euros pour une durée de quinze ans (2005-2019). L'est de l'Allemagne est donc loin d'être abandonné à lui-même.

Comme l'affirme le chercheur Wolfgang Weiss dans le numéro d'*Allemagne d'aujourd'hui* consacré à « l'Allemagne de l'Est, vingt ans après la chute du Mur », ces immenses transferts d'argent de l'Ouest vers l'Est et de l'État fédéral vers les nouveaux Bundesländer fut essentiellement investi dans la modernisation des infrastructures et voies de communication (Weiss, 2009), ainsi que dans la modernisation des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité, et plus tard dans le câble et internet, ainsi que dans la rénovation du bâti dégradé. De ce point de vue, nous allons le voir, les efforts ont fini par payer. En revanche, il faudra attendre encore une décennie supplémentaire (2010-2020) pour voir les deux tendances lourdes du décrochage de l'Est, à savoir le déclin démographique et le chômage de masse, s'inverser.

Le deuxième choc : celui du néolibéralisme, qui remet en cause le principe d'équité territoriale

Aux Trente Glorieuses ouest-allemandes succédèrent les « Trente Douloureuses » est-allemandes. Sans conteste, les deux décennies 1990 et 2000 constituèrent pour les Allemands de l'Est une période très dure et pour la « nation retrouvée » (Anne-Marie Le Gloannec) une mise à l'épreuve. Le fait que, dans la décennie 2010, l'Allemagne réunifiée soit parvenue, cahin-caha, à surmonter cette épreuve en dit long sur les capacités de résilience des Allemands, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Résilience d'autant plus remarquable que la population dut affronter durant les mandats du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder (1998-2005) toute une série de réformes dites « lois Hartz » de dérégulation de l'État social. Ces réformes, qui assouplissent le droit du travail, raccourcissent grandement la durée légale de l'allocation-chômage, créent des nouveaux contrats de travail dits « mini-jobs » à 400 € par mois et une aide sociale au montant encore plus faible mettent fin à l'État-providence en vigueur depuis 1949 et marquent le point de départ d'une nouvelle ère, néolibérale. Celle-ci a des incidences sur le plan territorial. Plusieurs tendances parallèles se dessinent, qui contribuent à creuser les disparités.

À l'échelle nationale, un contraste Est/Ouest persistant mais en atténuation

Cette disparité entre la partie occidentale et la partie orientale de l'Allemagne est la plus connue, la plus analysée, la plus discutée. Pour les uns, souvent originaires de l'Est, le fossé entre les deux Allemagne est rédhibitoire et il constitue *la* principale pierre d'achoppement à une unification réussie. Pour les autres, issus de l'Ouest, la mue de l'ex-RDA fut douloureuse, elle a énormément coûté au contribuable mais elle est réussie. Et de citer en exemple les magnifiques centres-villes réhabilités et piétonnisés de villes moyennes comme Görlitz et Zittau (Saxe) ou Schwerin et Greifswald

(Mecklembourg-Poméranie). En fait, quand on examine les faits plus précisément, il est délicat de prendre position car les deux parties ont raison.

Lorsqu'on analyse ainsi deux données socio-économiques essentielles comme le taux de chômage et le niveau des salaires, on aboutit à la conclusion suivante : d'une part, entre 2010 et 2020, le taux de chômage à l'Est, que d'aucuns disaient endémique, a connu une baisse spectaculaire pour atteindre un niveau (moins de 7 %) proche de celui des Länder de l'Ouest (5 %). D'autre part, à fonction égale, les salaires des Allemands de l'Est restent de 20 à 25 % inférieurs à ceux des Allemands de l'Ouest. On retrouve la même disparité pour les niveaux de vie. De même, l'image de ces joyaux baroques que constituent les centres historiques de Görlitz, Eisenach ou Zittau s'avère en partie trompeuse quand on sait que ces villes ont perdu beaucoup d'habitants et qu'elles restent assez peu fréquentées en semaine, et quand on ajoute que leur côté « carte postale » s'adresse avant tout aux touristes allemands et étrangers.

Malgré ces différences de taille qui subsistent, trente ans après la chute du Mur, l'Est et l'Ouest se sont rapprochés. *Ossis* et *Wessis* partagent les mêmes modes de vie, les mêmes habitudes de consommation, les mêmes aspirations. Le géographe Antoine Laporte, spécialiste de l'Allemagne, suggère de prendre en compte les inégalités entre territoires pauvres et territoires riches plutôt que l'habituelle dichotomie Est/Ouest, arguant du fait que celle-ci va en s'estompant (Laporte, 2014). De fait, il existe des régions pauvres également dans la partie occidentale du pays, que ce soit en Sarre, à Brême et surtout dans l'ancien bassin industriel de la Ruhr. À l'inverse, il existe dans la partie orientale, même si c'est plus rare, de petits îlots de richesse comme à Potsdam-Babelsberg, à 30 km au Sud-Ouest de Berlin (qui enregistre une poussée démographique impressionnante en passant de 129 324 habitants en 2000 à 180 000 en 2019), ou les villes balnéaires de Heringsdorf et Ahlbeck sur la mer baltique, qui retrouvent le lustre du temps où elles portaient le titre de « bains impériaux » (*Kaiserbäder*). Au total, même si la grille de lecture Est/Ouest demeure valable pour interpréter les changements territoriaux à l'œuvre en Allemagne, ce type de disparité est en cours d'atténuation. D'autres dynamiques, impliquant d'autres échelles et d'autres espaces, s'y ajoutent désormais.

Des contrastes villes/campagnes et grandes villes/petites villes qui se creusent

Le différentiel de développement et de richesse entre les villes et les campagnes n'est évidemment pas nouveau, et c'est un problème universel. Cela dit, avant 1989-1990, grâce à une politique active de modernisation de ses campagnes agricoles et à la fameuse péréquation financière des régions riches vers les régions pauvres, la RFA était parvenue à atténuer les différences entre villes et campagnes et à atteindre un niveau d'homogénéité du territoire remarquable. Trente ans après, le constat est tout autre. Les multiples chocs subis par l'Allemagne réunifiée au cours de ces trois décennies – choc de la réunification, choc de la mondialisation qui signifie concurrence accrue entre les territoires, choc économique de la crise de 2008-2010, crise de confiance des agriculteurs et surtout des éleveurs allemands envers l'UE, déprise agricole, critiques de plus en plus fortes des consommateurs à l'égard d'une agriculture productiviste, etc. – ont considérablement fragilisé le modèle agricole allemand. Le « modèle urbain », quant à lui, s'est dans le même temps renforcé. Par conséquent, deux types de dynamiques s'entrechoquent : une dynamique négative de déprise rurale – mais qui ne concerne pas toutes les régions rurales – et une dynamique

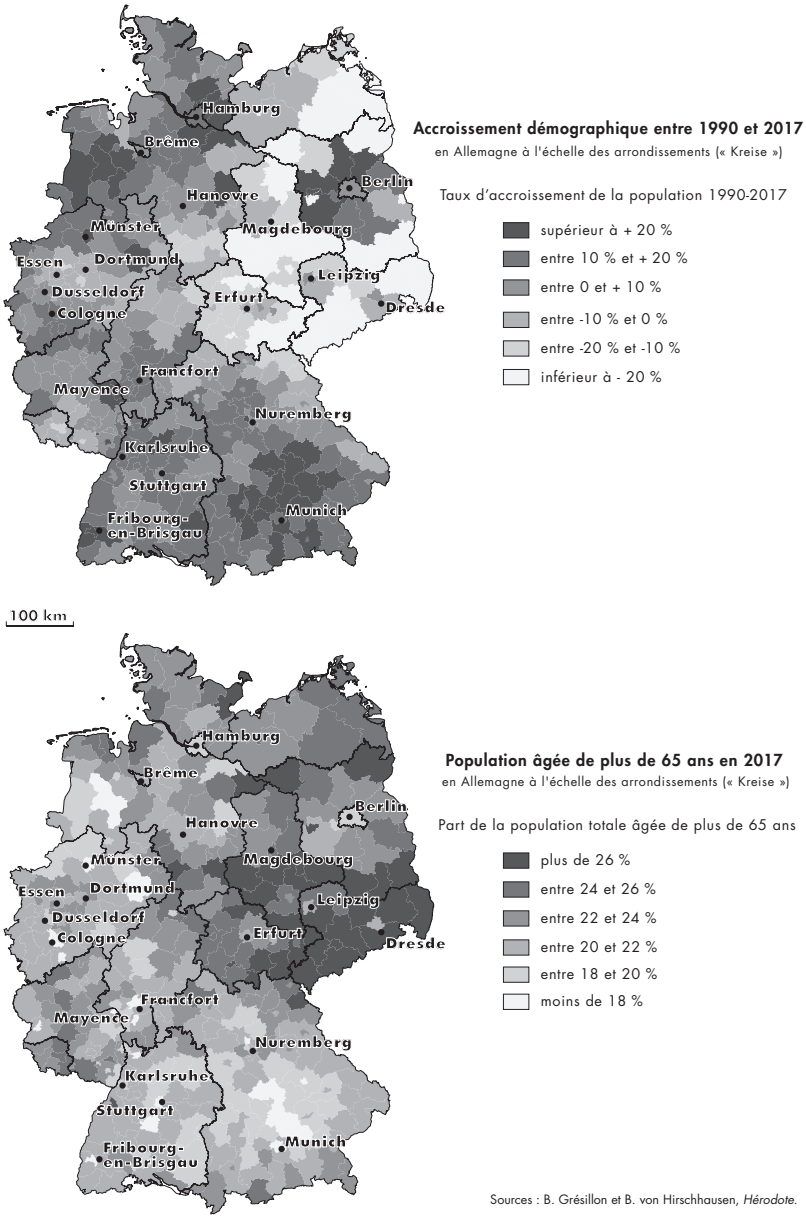
positive de métropolisation – mais qui ne concerne pas non plus toutes les agglomérations du pays.

En clair, les grandes gagnantes de ces trente dernières sont tout d'abord les trois plus grandes villes du pays, Berlin, Hambourg et Munich, qui ont chacune enregistré un gain remarquable de + 200 000 habitants entre 1990 et 2018, puis les métropoles de plus de 500 000 habitants telles Francfort/Main, Cologne-Bonn, Stuttgart, Düsseldorf – à l'exception des trois métropoles de la Ruhr, Dortmund, Essen et Duisbourg, en repli (cf. tableau). Les grandes perdantes sont les campagnes isolées et les villes petites et moyennes appartenant à des régions en difficulté économique. Ce que le secrétaire d'État chargé des Länder de l'Est auprès du ministre de l'économie exprime sans détour dans un rapport officiel sur l'état des nouveaux Bundesländer en 2018, dont nous traduisons ici le passage clé : « La limite claire jusqu'à présent entre l'Est et l'Ouest s'efface. À la place, on constate dans tous les Bundesländer que le fossé grandit entre le développement des régions structurellement solides et celui des régions structurellement fragiles. Les villes et les agglomérations en plein boom continuent de croître tandis que les régions structurellement fragiles et rurales rétrécissent et vieillissent »[8]. Ce constat est intéressant, non seulement parce qu'il est confirmé par les études les plus récentes (cf. à titre d'exemple, l'étude parue en janvier 2020 par l'Institut WSI sous l'égide de la fondation Hans-Böckler) mais aussi parce qu'il est révélateur du changement de matrice vécu par la première puissance économique d'Europe : à la matrice Est/Ouest des années post-*Wende* s'est ajoutée et progressivement substituée la matrice néolibérale des années 2000, aux conséquences territoriales non moins préoccupantes.

Comme l'indique le tableau récapitulatif des dynamiques démographiques des principales villes d'Allemagne, les grandes villes d'Allemagne de l'Ouest et singulièrement du Sud et du Sud-Ouest du pays connaissent une croissance ininterrompue. Autrement dit, Munich, Stuttgart, Ulm, Francfort/Main, Mayence, Wiesbaden ne connaissent pas la crise, qu'elle soit démographique, économique ou sociale. Il en va de même, plus au Nord, pour Hambourg, en plein boom depuis l'inauguration du nouveau quartier Hafen City et de la Philharmonie-sur-l'Elbe, et pour Berlin, en forte croissance depuis une dizaine d'années. De leur côté, les grandes villes est-allemandes, Dresde, Leipzig, Chemnitz, celles qui avaient payé un lourd tribut aux grandes migrations Est/Ouest après la *Wende*, retrouvent une légère croissance démographique depuis 2015-2016, qui s'explique par leur croissance économique retrouvée depuis 2010-2011 (cf. installations de grandes entreprises de l'automobile et de l'électronique). Il faut cependant noter que ce schéma de reprise de croissance démographique par l'activité économique ne fonctionne pas à l'échelle des petites villes est-allemandes. À ce titre, l'exemple de la ville de Meerane, située en Saxe dans le canton de Zwickau, s'avère riche d'enseignements. Meerane est passée de 20 000 à 14 200 habitants entre 1990 et 2019 soit une chute de 30 % de sa population. Pourtant, à partir des années 2000, la commune a vu s'installer sur son territoire de nombreux équipementiers automobiles alimentant les chaînes des grands constructeurs automobiles (VW, Audi) établis à Zwickau. Aujourd'hui, la situation

8. « *Die bislang klare Trennlinie zwischen Ost und West verwischt. Dafür geht in allen Bundesländern die Schere zwischen der Entwicklung strukturstarker Regionen und strukturschwacher Regionen weiter auseinander. Boomende Städte und Ballungsregionen wachsen weiter, die ländlichen und strukturschwachen Regionen hingegen schrumpfen und altern* ». Source : Der Beauftragte der Bundesregierung für die neuen Bundesländer, « Demografische Situation in den ostdeutschen Ländern », rapport officiel, 2018.

économique de Meerane est florissante mais la commune continue de perdre des habitants. C'est quasiment mécanique, en l'absence de l'installation de nouveaux habitants en nombre : Meerane enregistre seulement une naissance pour trois décès. Comme toutes les villes de l'Est à l'exception des quatre plus grandes, redevenues attractives, elle paye les conséquences du départ massif vers l'Ouest de jeunes et de jeunes actifs après la chute du Mur. Une génération plus tard, la grande majorité des villes de l'ex-RDA est confrontée à des dynamiques démographiques négatives et au vieillissement préoccupant de la population, comme le montrent les deux cartes ci-dessous.



Sources : B. Grésillon et B. von Hirschhausen, *Hérodote*.

Les villes industrielles ou en phase de reconversion industrielle, de Rostock à Bremerhaven en passant par les anciens bastions industriels de la Ruhr, demeurent à coup sûr dans une situation fragile. Néanmoins, sauf pour les plus en difficulté d'entre elles (cf. Gelsenkirchen), elles remontent lentement la pente. Leur solde démographique est redevenu positif. Au prix de mutations économiques douloureuses qui les font basculer progressivement d'une économie industrielle à une économie de services, elles parviennent à redevenir attractives aux yeux des investisseurs et des touristes.

Les nouvelles activités liées à la culture, au tourisme et aux loisirs peuvent bousculer les situations établies et accentuer fortement les disparités au sein d'un même Land jusque-là relativement homogène. Le Land de Mecklembourg-Poméranie en fournit un bon exemple. Alors que pendant les deux premières décennies après 1990, l'ensemble de ce Land peu peuplé et encore très rural faisait clairement partie des Länder sinistrés du pays, la donne a changé avec le développement du tourisme balnéaire et culturel. Les « perles de la Baltique », Wismar, Stralsund, Greifswald ainsi que les presqu'îles de Rügen et d'Usedom sont devenues en une dizaine d'années des hauts-lieux du tourisme, tandis que la capitale régionale Schwerin tire son épingle du jeu grâce à son patrimoine et à son château. En revanche, les campagnes et les villes de l'intérieur, Neubrandenbourg, Güstrow, Pasewalk ou Anklam (à titre d'exemple : 20 000 habitants en 1989, 12 500 en 2019) ne profitent pas de ce boom touristique et continuent d'être engluées dans une forme de « dépression territoriale ». Avec les auteurs de cet ouvrage éponyme, on pourrait se demander dans quelle mesure il serait nécessaire de *Réinventer les campagnes en Allemagne* (Lacquement *et alii*, 2012).

Enfin, à l'autre bout du spectre, les petites villes (moins de 30 000 habitants) et les campagnes situées dans des zones en difficulté économique sont les principales victimes du « déménagement du territoire ». Il n'est pas question ici des campagnes agricoles et du tissu de petites communes cossues de Bavière et de Bade-Wurtemberg, mais des zones rurales et enclavées de Basse-Saxe, de Saxe-Anhalt, de Mecklembourg et de du Brandebourg. Dans ces régions, victimes des mesures dites Hartz IV liées à « l'Agenda 2010 » du chancelier Schröder, l'emploi agricole s'est dégradé. Il est devenu précaire et mal payé. Il en va de même dans les villes petites et moyennes de ces régions, où les emplois qualifiés sont devenus une denrée rare et où la majeure partie de la population locale vit de l'aide sociale ou de petits boulots. Ces régions continuent de perdre des habitants, notamment des jeunes qualifiés ne trouvant pas à s'employer sur place. En cumulant tous les handicaps possibles (démographiques, économiques, sociaux, éducatifs…), ces véritables « zones » constituent la face cachée du développement territorial outre-Rhin.

Conclusion

Au terme de ce tour d'horizon des mutations territoriales allemandes, quelques enseignements majeurs sont à retenir. Le premier, et le plus important, consiste à observer qu'aucun autre pays européen n'a subi une telle refonte de son territoire. En trente ans, l'Allemagne a subi deux chocs consécutifs. Tout d'abord, la chute du Mur et l'unification des deux Allemagne ont percuté de plein fouet d'un côté le modèle rhénan, fondé sur le polycentrisme et l'équilibre entre les régions, et d'un autre côté, à l'Est, le modèle socialiste basé sur l'hypercentralisation du système au profit de la capitale ainsi que sur l'industrialisation des villes moyennes. Il a fallu une génération

et des efforts considérables pour que le pays se remette du « déménagement du territoire » qui fut la conséquence de l'absorption de l'ex-RDA par l'Allemagne de l'Ouest – et le processus de rééquilibrage de la partie orientale n'est pas encore achevé. Un deuxième choc, moins violent dans un premier temps mais tout aussi prégnant, s'ajouta au premier à partir du début des années 2000, même s'il était déjà en germe à l'Ouest dès la fin des années 1980. C'est le choc néolibéral, initié d'en haut par le gouvernement Schröder et pratiqué en bas par les entreprises et certaines administrations (notamment les « jobs centers »). Sur le plan territorial, ce deuxième choc vient en partie contredire les effets bénéfiques des mesures de rééquilibrage financier en faveur des Länder est-allemands. Il contribue à creuser les disparités entre Länder, entre régions et entre villes. Cette compétition territoriale accrue fait des gagnants (les métropoles) et des perdants (les campagnes fragilisées et les villes petites et moyennes déshéritées de l'Est).

Les projections à quinze ans confirment cette tendance. L'Institut pour la démographie et la population de Berlin a livré une étude très fouillée sur « la situation démographique de la nation » en 2035. De laquelle il ressort que les villes de plus de 500 000 habitants et leur périphérie vont continuer de croître à un rythme soutenu, le record appartenant à Leipzig (+ 16 % de prévu). En revanche, tous les Länder est-allemands hormis Berlin continueront de perdre des habitants mais de manière moins prononcée que jusqu'en 2020. De même, la plupart des Kreise de Sarre et de la Ruhr verront leur population et leurs activités se rétracter. Mais c'est au niveau des régions rurales que la déprise sera la plus prononcée, notamment dans la partie orientale de l'Allemagne. L'Institut prévoit ainsi une chute démographique qui atteindrait jusqu'à 25 % dans le Kreis de Elbe-Elster dans le Brandebourg et le Kreis de Süd-Harz en Saxe-Anhalt. Même s'il faut toujours considérer les projections démographiques avec circonspection, elles indiquent néanmoins une tendance.

« L'obsession de la cohérence territoriale » que pointait Ingrid Ernst il y a presque trente ans a laissé la place à une compétition territoriale accrue à tous les niveaux géographiques, dont les effets négatifs ne peuvent plus être systématiquement compensés par les politiques publiques.

Indications bibliographiques

Albers, Gerd, « Entwicklungslinien der Raumplanung in Europa seit 1945 », *DisP*, p. 3-12, vol. 32, n° 127, 1996.

Benke, Carsten, « Historische Umbrüche – Schrumpfungen und städtische Krisen in Mitteleuropa seit dem Mittelalter », *Städte im Umbruch – das Online-Magazin für Stadtentwicklung, Stadtschrumpfung, Stadtumbau und Regenerierung*, n° 1, 2004. http://www.schrumpfende-stadt.de/magazin/0401/2benke.htm

Benko, Georges, Lipietz, Alain, *Les régions qui gagnent*, PUF, 1992.

Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, « Zur demografischen Lage der Nation », rapport, 2019.

Carroué, Laurent, « L'Allemagne réunifiée dans l'économie de l'Europe centrale : une hégémonie renouvelée », *Hérodote*, n° 68 sur la question allemande, 1993.

Carroué, Laurent, Odent, Bruno, *Allemagne, état d'alerte ?*, L'Harmattan, 1994.

Edensor, Tim, *Industrial ruins : space, aesthetics and materiality*, Oxford, Berg, 2005.

Florentin, Daniel, Fol, Sylvie, Roth, Hélène, Hélène, « La "Stadtschrumpfung" ou "rétrécissement urbain" en Allemagne : un champ de recherche émergent », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2011 [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 445, mis en ligne le 26 mars 2009. URL : http://cybergeo.revues.org/22123

Grésillon, Boris, « La culture comme alternative au déclin : mythe ou réalité ? Le cas des villes allemandes rétrécissantes », *Géocarrefour*, 86/2, p. 151-160, 2011.

Guder, Ute, *L'aménagement du territoire et la politique régionale en Allemagne. Vers une européanisation en douceur ?*, Note de L'Institut Jacques Delors/Notre Europe, octobre 2003.

Laporte, Antoine, « Allemagne, 25 ans après la chute du Mur de Berlin : que reste-t-il de la ligne Est-Ouest ? », *Géoconfluences*, novembre 2014, URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/allemagne-25-ans-apres-la-chute-du-mur-de-berlin-que-reste-t-il-de-la-ligne-est-ouest

Lacquement, Guillaume, Born, K.M., Hirschhausen von, Béatrice (dir.), *Réinventer les campagnes en Allemagne : paysages, patrimoine et développement rural*, ENS Éditions, Lyon, 2012.

Mayerfeld Bell, Michael, « The ghost of place », *Theory and Society*, vol. 26, n° 6, p. 813-836, 1997.

Roth, Hélène, « Les "villes rétrécissantes" en Allemagne », *Géocarrefour*, vol. 86-2, p. 75-80, 2011.